



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIEME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2013

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le quatrième trimestre et l'exercice 2013, clos le 31 décembre. Les comptes de l'exercice ont fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2013 et 2012 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2012 (« données comparables »).

Les résultats 2012 auxquels ceux de 2013 sont comparés ont été retraités par rapport aux résultats publiés, en raison de l'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2013 de la version révisée de la norme IAS 19 (cf. note 2 des notes annexes au présent rapport).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU QUATRIEME TRIMESTRE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,36 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 5 % par rapport au quatrième trimestre 2012 (\$ 1,30 / € 1). L'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer le chiffre d'affaires de € 2,0 millions (- 4 %) et le résultat opérationnel courant de € 0,9 million (- 17 %) dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO plus faibles qu'anticipé

Toujours ralenties par une conjoncture dégradée, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO se sont élevées à € 17,1 millions, un niveau plus faible qu'anticipé, avec un recul de € 2,3 millions (- 12 %) par rapport au quatrième trimestre 2012. Les nouvelles licences de logiciels diminuent de 23 %, les équipements de CFAO de 7 %.

Ces commandes s'étaient élevées à € 16,2 millions au premier trimestre, € 18,7 millions au deuxième trimestre et € 19,4 millions au troisième trimestre 2013, et ont été stables en cumul sur les neuf premiers mois par rapport aux neuf premiers mois de 2012.

Croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et des revenus récurrents

Le chiffre d'affaires s'élève à € 53,0 millions, en croissance de 8 % par rapport au quatrième trimestre 2012 (+ 4 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 23,1 millions) progresse de € 2,3 millions (+ 11 %).

Les revenus récurrents (€ 30,0 millions) augmentent de € 1,6 million (+ 6 %). Le chiffre d'affaires des contrats récurrents progresse de 4 %, celui des pièces détachées et consommables de 8 %.

Stabilité du résultat opérationnel, malgré le poids croissant des investissements d'avenir

Le résultat opérationnel courant atteint € 4,2 millions. A données comparables, il est stable par rapport au quatrième trimestre 2012. La marge opérationnelle courante (8,0 %) est en retrait de 0,7 point, compte tenu de l'augmentation des frais généraux fixes (+ € 2,2 millions) résultant principalement du plan de transformation.

Le résultat net s'établit à € 2,9 millions, en diminution de € 0,7 million (- 19 %) à données réelles par rapport au quatrième trimestre 2012.

Le cash-flow libre s'élève à € 1,6 million (€ 5,8 millions au quatrième trimestre 2012), portant à € 3,4 millions celui du second semestre 2013, stable par rapport au second semestre 2012.

2. SYNTHÈSE DE L'ANNEE 2013

2013 : Hausse des résultats et poursuite des investissements d'avenir

La société avait indiqué, le 12 février 2013, qu'elle se préparait à une année aussi imprévisible que difficile. Affectés par des événements politiques, économiques ou sociaux majeurs, les principaux pays développés ou émergents ont connu en 2013 une croissance inférieure aux prévisions. Dans ce contexte, de grands pays ont assoupli leur politique monétaire, augmentant ainsi les difficultés de l'économie mondiale et entraînant une hausse de l'euro face à toutes les devises.

En conséquence, les inquiétudes accrues des entreprises ont fortement pesé sur leurs décisions d'investissement : l'amélioration espérée de leur confiance ne s'est pas concrétisée.

Des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO pénalisées par la situation économique en Europe

Les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO se sont élevées à € 71,4 millions, en diminution de 3 % (€ 2,6 millions) par rapport à 2012 : - 12 % pour les nouvelles licences de logiciels, les équipements de CFAO restant stables.

Géographiquement, la situation reste contrastée. Les commandes progressent de 4 % en Asie-Pacifique et de 2 % dans les Amériques. Elles baissent de 20 % en Europe. Dans les pays du reste du monde, elles augmentent de 33 %. Les commandes des pays émergents (57 % du total) sont en hausse de 2 %, celles des pays développés (43 % du total), en recul de 9 %. La part des pays émergents continue ainsi d'augmenter : elle était de 54 % en 2012 et de 41 % en 2007, dernière année d'avant-crise.

Dans l'automobile, les commandes sont en hausse de 5 %, passant de 37 % à 40 % du total. Les commandes progressent également dans l'ameublement (+ 4 %). Dans la mode et l'habillement en revanche, elles sont en recul de 6 % - leur part diminuant légèrement à 47 % du total -, et dans les autres industries de 37 %.

Résultat opérationnel courant supérieur au scénario le plus prudent de la société

Dans son scénario le plus prudent, la société avait indiqué, le 12 février 2013, qu'elle anticipait pour l'exercice un chiffre d'affaires de l'ordre de € 203 millions, un résultat opérationnel courant d'environ € 15 millions, ramenant la marge opérationnelle courante à 7,5 %, et un résultat net de l'ordre de € 10 millions. Elle avait également souligné son objectif de dépasser ces chiffres.

A données réelles, le chiffre d'affaires atteint € 203,0 millions, en ligne avec ce scénario. Le résultat opérationnel courant, quant à lui, est supérieur de € 2,5 millions.

Hausse du chiffre d'affaires

Comme les années précédentes, la principale incertitude concernait le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, fortement dépendant de l'économie. Il s'est finalement inscrit en hausse de 3 %, inférieure toutefois à celle espérée.

Les revenus récurrents (€ 118,1 millions) augmentent de € 8,5 millions (+ 7 %). Le chiffre d'affaires des contrats récurrents progresse de 5 %, celui des pièces détachées et consommables de 11 %. Cette confirmation de l'accélération de la croissance des revenus récurrents – sur l'exercice 2012, elle avait été de 3 % – constitue une performance remarquable qu'il convient de souligner. A elle seule, l'augmentation de la marge brute sur les revenus récurrents a couvert la totalité de l'augmentation des frais fixes 2013.

Le chiffre d'affaires (€ 203,0 millions) est en hausse de 5 % par rapport à 2012.

Il augmente de 14 % dans les Amériques et de 12 % en Asie-Pacifique, mais diminue de 5 % en Europe (– 13 % pour la France). Ces trois régions ont représenté respectivement 27 %, 22 % et 44 % (dont 8 % pour la France) du chiffre d'affaires du Groupe. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (7 % du total) progresse de 22 %. En 2012, ces régions avaient représenté respectivement 26 %, 21 %, 47 % (dont 10 % pour la France) et 6 % du chiffre d'affaires.

A données réelles, les revenus récurrents ont dépassé de € 16,5 millions (+ 16 %) leur niveau d'avant crise. Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes demeure inférieur de € 30,0 millions (– 26 %).

Une marge opérationnelle courante de 8,6 %, malgré une croissance plus faible qu'anticipé et le poids des investissements d'avenir

Le résultat opérationnel courant atteint € 17,5 millions. A données comparables, il augmente de € 0,9 million (+ 4 %) par rapport au résultat opérationnel de 2012 (il n'y a pas eu d'éléments à caractère non récurrent en 2012).

A données réelles, il diminue de € 1,9 million (– 10 %). Ce recul résulte pour € 2,7 millions de l'effet négatif des variations des cours de change, pour € 0,1 million de l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 5,9 millions de celle relative au plan de transformation. Ces effets défavorables sont en partie compensés par l'impact positif de la croissance des revenus récurrents, pour € 6,0 millions, par la hausse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes pour € 0,2 million et par l'augmentation des taux de marge brute pour € 0,7 million.

La marge opérationnelle courante s'établit à 8,6 %, stable à données comparables.

A données réelles, elle diminue de 1,1 point (9,7 % en 2012). Les dépenses correspondant aux investissements d'avenir liés au plan de transformation ont ainsi contribué à hauteur de 2,7 points à la baisse de cette marge par rapport à 2012 et de 4,8 points par rapport à 2011, avant sa mise en place.

Après intégration du produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions résultant de l'encaissement du solde du litige contre Induyco et de la dépréciation de l'écart d'acquisition de Lectra Espagne de € 0,7 million, le résultat opérationnel atteint € 27,9 millions.

Un résultat net et un cash-flow libre élevés

Le résultat net atteint € 21,8 millions. Avant éléments à caractère non récurrent, il s'élève à € 12,5 millions (€ 13,3 millions en 2012).

Le cash-flow libre atteint € 17,6 millions (€ 11,5 millions en 2012 ; il n'y a pas eu d'éléments à caractère non récurrent).

Hors éléments non récurrents, il s'établit à € 6,5 millions.

Si le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi de 2013 avaient été encaissés, le cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent se serait élevé à € 13,4 millions, supérieur de € 0,9 million au résultat net avant éléments à caractère non récurrent.

Une entreprise sans dette, des capitaux propres et une trésorerie nette à nouveau renforcés

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres s'élèvent à € 83,8 millions (+ 29 %), la trésorerie disponible à € 29,5 millions (+ 41 %) et la trésorerie nette à € 28,6 millions (+ 100 %), après paiement du dividende de € 6,4 millions au titre de l'exercice 2012.

Les dettes financières ont été ramenées à € 0,9 million – correspondant à des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

Fin du litige contre Induyco : encaissement de € 11,1 millions

La société a reçu le 7 mars 2013 le paiement du solde de € 11,1 millions restant dû par Induyco, suite à la décision rendue le 28 janvier 2013 par la Cour d'Appel de Madrid.

Ce paiement a mis un terme final à huit années de procédure depuis la demande d'arbitrage initiée par Lectra en 2005. Il marque le succès de la très grande détermination de la société à faire valoir ses droits depuis le début de ce litige et à encaisser la totalité des dommages et intérêts que le tribunal arbitral international lui avait alloués dans sa sentence rendue à Londres en octobre 2009.

L'intégralité des honoraires engagés ayant déjà été payée, cet encaissement s'est traduit par un produit à caractère non récurrent de même montant dans les comptes consolidés, une charge nette d'impôt de € 1,1 million – compte tenu de la situation fiscale de Lectra Espagne qui ne donne lieu à aucun décaissement – et par un produit net de € 10,0 millions. Le cash-flow libre et la trésorerie ont de ce fait été augmentés de € 11,1 millions.

3. FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE 2013-2015 : PREMIER RAPPORT D'ETAPE

2013 constitue la deuxième année du plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions sur la période 2012-2015, et la première année de la nouvelle feuille de route stratégique, rappelés ci-dessous dans leur intégralité.

Définie fin 2009 pour sortir renforcée de la crise, se préparer aux nouveaux défis de l'après-crise et en saisir les opportunités, la feuille de route stratégique 2010-2012 a démontré son efficacité, la solidité du modèle économique et la forte résilience de Lectra. Confortée par son succès, la société a élaboré fin 2012 une nouvelle feuille de route pour 2013-2015 afin de lui permettre la pleine réalisation de son potentiel de croissance.

Privilégiant toujours une stratégie de long terme, ses objectifs majeurs restent inchangés : accentuer l'avance technologique et la forte valeur de son offre de produits et de services ; renforcer sa position concurrentielle et ses relations de long terme avec ses clients ; accélérer sa croissance organique ; accroître sa profitabilité en augmentant régulièrement la marge opérationnelle ; et générer un cash-flow libre supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année) qui permet d'autofinancer son développement.

Construire l'avenir pour le nouvel ordre économique de l'après-crise

Huit économies (Brésil, Russie, Inde, Chine, Corée du Sud, Indonésie, Mexique, Turquie) devraient produire la moitié de la croissance mondiale durant la décennie en cours. A l'exemple de la Chine, leurs modèles de croissance seront davantage tirés par leurs marchés intérieurs, une plus grande valeur ajoutée et la recherche de meilleurs taux de marge des entreprises. Lectra est armée pour transformer cette nouvelle donne en un vecteur de croissance dynamique. L'autre moitié de la croissance mondiale proviendra toujours des pays développés, dans lesquels Lectra détient déjà une part de marché significative.

Dans cette double perspective de croissance, la société bénéficiera de son positionnement haut de gamme, soutenu par les nouvelles générations de l'ensemble de ses solutions, une avance technologique renforcée, des services performants, l'expertise de ses équipes dans les métiers de ses clients et une montée en puissance dans les grands comptes mondiaux pour accompagner leur stratégie de compétitivité, avec pour cible prioritaire les 3 000 premiers clients du Groupe et des moyens dédiés aux 300 plus importants. Elle est le seul acteur de son industrie à fournir, sur tous ses marchés géographiques et sectoriels, une offre complète à forte valeur qui apporte à ses clients un

avantage compétitif unique à long terme.

Cinq accélérateurs conduiront la croissance de Lectra : les pays émergents, mais également le rebond industriel des Etats-Unis et d'autres pays développés ; l'automobile, industrie en forte mutation technologique et géographique ; le cuir, grâce aux nouvelles gammes révolutionnaires de découpeurs automatiques *Versalis* ; le PLM pour la mode et l'habillement, offrant des solutions collaboratives pour faciliter la gestion des collections ; enfin, pour la mode et l'habillement également, la 3D, nouveau langage universel pour le modélisme.

Des hypothèses macroéconomiques volontairement prudentes

Cette feuille de route a été construite sur la base de conditions macroéconomiques aussi difficiles qu'en 2012, en cohérence avec les prévisions de croissance pour 2013 et 2014 connues le 12 février 2013, en prenant toutefois en compte une augmentation de la confiance des entreprises. En effet, celles-ci devront nécessairement s'adapter et construire leur propre avenir dans ce contexte, ce qui favoriserait une reprise progressive de leurs décisions d'investissement.

Comme l'avait prouvé le très fort rebond des commandes en 2010 et au premier semestre 2011, les entreprises des différents marchés géographiques et sectoriels de la société devraient accélérer ou rattraper les investissements repoussés depuis plusieurs années et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité et à leur développement. Avec la crise et ses prolongements, leurs défis ont été amplifiés.

Des objectifs financiers clairs et ambitieux

Les principaux objectifs de la feuille de route stratégique 2013-2015 sont (variations à données comparables) :

- une croissance moyenne annuelle composée du chiffre d'affaires égale ou supérieure à 10 % ;
- un taux de marge opérationnelle courante de 15 % en 2015 ;
- un résultat opérationnel courant et un résultat net multipliés par plus de 2 en trois ans.

Ces objectifs s'accompagnent d'une rigueur de gestion des équilibres opérationnels, par le maintien d'un ratio de sécurité – part des frais fixes annuels couverts par la marge brute dégagée par les revenus récurrents – égal ou supérieur à 75 %. Ils sont fondés sur une croissance organique et sont établis sur la base des parités au 1^{er} février 2013, notamment \$ 1,35 / € 1.

En cas de réalisation de ces objectifs, le résultat opérationnel courant serait multiplié par près de 4 en 2015 par rapport à 2007, dernière année d'avant-crise, et la marge opérationnelle courante progresserait de près de 10 points, à données réelles.

La société avait précisé que compte tenu des aléas qui pourraient intervenir dans une période où les anticipations sont difficiles, ces objectifs pourraient être revus au cours de ces trois ans.

Rapport d'étape

Comme indiqué plus haut, la croissance mondiale en 2013 a été plus faible qu'anticipé et l'augmentation espérée de la confiance des entreprises ne s'est pas concrétisée.

Si les commandes et le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ont été en retard par rapport au plan de marche de la feuille de route 2013-2015, les revenus récurrents ont, en revanche, enregistré une croissance plus forte qu'anticipé. Les frais généraux fixes ont été inférieurs, du fait du contrôle strict des frais autres que les investissements d'avenir et de certains retards dans la réalisation du plan de transformation. Tous les autres paramètres ont été conformes ou meilleurs que prévus.

Enfin, les ratios de profitabilité (en particulier le taux de marge brute globale et la marge opérationnelle) ont été meilleurs que ceux attendus, avec un ratio de sécurité – 79 % – particulièrement solide.

Compte tenu de ces éléments et du contexte économique, il semble prudent de considérer que la société n'atteindra qu'en 2016 les objectifs qu'elle s'était initialement fixés pour 2015.

Un plan de transformation de l'entreprise et des investissements d'avenir d'envergure

Face à l'ampleur de la crise économique de 2008-2009, la société avait réduit ses frais généraux fixes de 20 %, en les ramenant de € 124 millions en 2007 à € 100 millions en 2010. Sa feuille de route 2010-2012 prévoyait une deuxième phase de transformation pour construire sa nouvelle structure d'après-crise.

L'innovation, le capital humain fédéré par une culture d'entreprise forte fondée sur des valeurs clés, une éthique sans compromis dans la conduite des activités et la proximité avec les clients, restent les moteurs du leadership de Lectra. Confortée par ses résultats, elle a décidé fin 2011 de privilégier sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme, en y consacrant les moyens financiers appropriés.

Ce plan, qui se poursuivra jusqu'en 2015, comporte trois volets :

- un plan de recrutement important consacré au renforcement des équipes commerciales et marketing, qui passeront de 220 personnes fin 2011 à 330 et de 16 à 22 % de l'effectif total (avec un doublement du nombre de commerciaux) ;
- une augmentation de 40 ingénieurs de R&D logiciels à Bordeaux-Cestas, portant à 260 ingénieurs les équipes de R&D ;
- une accélération des investissements marketing.

Sur la période, la transformation se traduira au total par plus de 300 recrutements. Si l'ensemble de ces recrutements est réalisé, l'effectif de Lectra devrait augmenter d'environ 200 personnes pour atteindre 1 540 collaborateurs fin 2015. Un niveau équivalent à celui d'avant-crise (1 551 en 2007), mais avec une réallocation des ressources sur les activités les plus stratégiques et les marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs, une efficacité, des performances et des compétences renforcées.

Au total, ces investissements d'avenir représenteront € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015, entièrement passés en charges alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

Les frais généraux fixes resteront limités à environ € 130 millions en 2015 contre € 102 millions en 2011 avant son lancement. Après déduction de l'impact de l'inflation, leur niveau de 2015 serait inférieur à 2007.

Rapport d'étape

En 2013, les charges liées au plan de transformation (€ 5,9 millions) ont représenté la quasi-totalité de l'augmentation des frais fixes.

Compte tenu des nouveaux recrutements, le Groupe a consacré un budget important à la formation de ses équipes, € 3,5 millions, soit 4 % de la masse salariale.

Le plan de transformation conduit à un profond renouvellement des équipes commerciales et marketing, et par un renforcement des équipes R&D logiciels.

L'effectif des équipes commerciales et marketing au 31 décembre 2013 était de 277 (une augmentation de 63 depuis fin 2011), dont un tiers a intégré le Groupe en 2013 et 50 % depuis le lancement du plan. Celui des équipes de R&D était de 250 (une augmentation de 32 depuis fin 2011), dont 17 % ont intégré le Groupe en 2013.

L'effectif de Lectra a augmenté de 95 personnes depuis fin 2011, à 1 433, dont 16 % a rejoint le groupe en 2013 et près d'un quart depuis le lancement du plan.

Le renforcement des équipes commerciales et marketing a concerné prioritairement le Siège, l'Amérique du Nord, la Chine et la région Allemagne et Europe de l'Est. Les recrutements

correspondants sont en léger retard, alors que ceux des équipes d'ingénieurs R&D logiciels sont en avance.

Enfin, les investissements marketing ont été moins élevés que prévu, certains projets ayant été volontairement repoussés à 2014, d'autres ont été confiés à de nouvelles équipes marketing internes.

Un développement entièrement autofinancé

La société devrait continuer de dégager un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France), lui permettant de poursuivre sa politique de rémunération des actionnaires tout en assurant le financement de son développement futur.

Son objectif est de rester sans endettement financier.

La société poursuivra sa politique de distribution de dividendes. Sauf nouvelle modification de la taxation correspondante en France, le dividende total devrait représenter un taux de distribution d'environ 33 % du résultat net (hors éléments non récurrents), les 67 % restants étant destinés à continuer d'autofinancer sa croissance. Exceptionnellement, ce taux pourrait atteindre ou dépasser 50 % jusqu'au plein effet des investissements d'avenir, dans la mesure où ils sont déjà pris en compte dans la détermination du résultat net et du cash-flow libre.

Enfin, en dehors du contrat de liquidité, la société n'effectuera pas de rachats de ses propres actions. Elle conservera sa trésorerie pour financer de futures acquisitions ciblées dans les années à venir, si des opportunités se présentent à des conditions favorables, sa croissance organique étant autofinancée grâce à son modèle économique.

Rapport d'étape

La société a remboursé par anticipation le 31 mars 2013 le solde de son emprunt à moyen terme, a encaissé le solde de € 11,1 millions du litige contre Induyco et terminé 2013 avec une situation financière encore plus solide.

4. COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,33 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 3 % par rapport à 2012 (\$ 1,29 / € 1). D'autres devises ont enregistré des baisses plus importantes face à l'euro, notamment le yen japonais (- 21 %) et le real brésilien (- 13 %). L'évolution des cours de change a eu pour effet mécanique de diminuer de € 6,2 millions (- 3 %) le chiffre d'affaires et de € 2,7 millions (- 14 %) le résultat opérationnel courant dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 203,0 millions, en croissance de 5 % à données comparables (+ 2 % à données réelles) par rapport à 2012.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 20,1 millions) recule de € 2,7 millions (- 12 %). Il représente 10 % du chiffre d'affaires total (12 % en 2012).

Les équipements de CFAO (€ 54,6 millions) progressent de € 4,1 millions (+ 8 %) et représentent 27 % du chiffre d'affaires total (26 % en 2012).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 8,4 millions) augmente de € 0,8 million (+ 10 %).

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 84,9 millions) progresse de 3 % et représente 42 % du chiffre d'affaires du Groupe (43 % en 2012). Il augmente de 16 % dans l'automobile, mais diminue de 1 % dans l'ameublement, de 3 % dans la mode et l'habillement, et de 27 % dans les autres industries.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 118,1 millions) augmentent de € 8,5 millions (+ 7 %). Ils représentent 58 % du chiffre d'affaires total (57 % en 2012).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 34 % du chiffre d'affaires du Groupe – s'élève à € 69,0 millions, en progression de 5 %, identique à celle de 2012. Il se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 33,5 millions), en croissance de 8 % par rapport à 2012, représentent 17 % du chiffre d'affaires total ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 35,5 millions), en hausse de 3 %, contribuent à hauteur de 17 % du chiffre d'affaires total.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 49,1 millions) affiche une croissance de 11 % et représente 24 % du chiffre d'affaires global.

Carnet de commandes

Au 31 décembre, le carnet de commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO (€ 9,6 millions) diminue de € 2,5 millions par rapport au 31 décembre 2012.

Il comprend € 8,1 millions livrables au premier trimestre 2014 et € 1,5 million sur le reste de l'année et le début de l'année 2015.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 72,1 %. A données comparables, il diminue de 0,4 point par rapport à 2012, reflétant l'évolution du mix des ventes, avec un poids moindre des logiciels dans le chiffre d'affaires total. Pour chaque ligne de produit, le taux de marge brute est en progression ou demeure stable.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 129,0 millions, en augmentation de € 6,2 millions (+ 5 %) par rapport à 2012. Ils se décomposent ainsi :

- € 116,8 millions de frais fixes, en hausse de € 6,0 millions (+ 5 %) ;
- € 12,2 millions de frais variables, en augmentation de € 0,1 million (+ 1 %).

A données réelles, la hausse des frais généraux fixes est de € 3,8 millions.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche et de la part du nouveau crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, elles s'élèvent à € 19,1 millions et représentent 9,4 % du chiffre d'affaires (€ 17,4 millions et 8,7 % en 2012). Après déduction, les frais nets de R&D s'établissent à € 12,5 millions (€ 11,5 millions en 2012).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel courant atteint € 17,5 millions.

A données comparables, il augmente de € 0,9 million (+ 4 %) par rapport au résultat opérationnel de 2012 (il n'y a pas eu d'éléments à caractère non récurrent en 2012).

A données réelles, il est en recul de € 1,9 million (– 10 %).

Après intégration du produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions résultant de l'encaissement du solde du litige contre Induyco et de la dépréciation de l'écart d'acquisition de Lectra Espagne de € 0,7 million, le résultat opérationnel atteint € 27,9 millions.

Compte tenu du remboursement du solde de l'emprunt à moyen terme le 31 mars 2013, les produits et charges financiers représentent une charge nette réduite à € 0,3 million (€ 1,0 million en 2012).

Le résultat de change est négatif de € 0,5 million.

Après une charge d'impôt de € 5,3 millions, le résultat net atteint € 21,8 millions. Hors éléments à caractère non récurrent, il s'élève à € 12,5 millions (€ 13,3 millions en 2012).

Le bénéfice net par action sur capital de base est de € 0,75 et celui sur capital dilué de € 0,73 (€ 0,46 sur capital de base et sur capital dilué en 2012). Hors éléments non récurrents, le bénéfice net par action sur capital de base est de € 0,43 et celui sur capital dilué de € 0,42.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 17,6 millions, après intégration de l'encaissement à caractère non récurrent de € 11,1 millions (il n'y a pas eu d'éléments à caractère non récurrent en 2012).

Hors éléments non récurrents, le cash-flow libre s'établit à € 6,5 millions (€ 11,5 millions en 2012). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 20,6 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 9,1 millions et d'investissements de € 5,0 millions (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 6,4 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,5 million) de 2013 ont été comptabilisés mais non encaissés. S'ils avaient été encaissés, l'augmentation du besoin en fonds de roulement aurait été limitée à € 2,2 millions, et le cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent se serait élevé à € 13,4 millions, supérieur de € 0,9 million au résultat net hors éléments à caractère non récurrent.

Structure financière

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres s'élèvent à € 83,8 millions (€ 65,0 millions au 31 décembre 2012), après paiement du dividende de € 6,4 millions au titre de l'exercice 2012.

Leur montant tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité (€ 0,1 million), valorisées à leur prix d'acquisition (€ 0,4 million au 31 décembre 2012).

La trésorerie disponible atteint € 29,5 millions (€ 21,0 millions au 31 décembre 2012).

Les dettes financières ont été ramenées à € 0,9 million (€ 6,7 millions au 31 décembre 2012). Elles correspondent à des avances publiques sans intérêt destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

A son initiative, la société a en effet remboursé par anticipation, le 31 mars 2013, le solde de € 5,4 millions de l'emprunt à moyen terme de € 48,0 millions mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007.

La trésorerie nette a doublé sur l'année, pour atteindre € 28,6 millions.

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 9,5 millions. Il comprend une créance de € 22,3 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôts recherche comptabilisés depuis l'exercice 2010, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, il est négatif de € 12,8 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Il est rappelé que ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année (cf. note 9 des notes annexes au présent rapport).

5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Maintien du dividende à € 0,22 par action

La société, suivant la recommandation du Conseil d'Administration, avait repris en 2011 sa politique de rémunération des actionnaires et distribué un dividende de € 0,18 par action au titre de l'exercice 2010, porté à € 0,22 par action pour les exercices 2011 et 2012.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2014 de maintenir un dividende de € 0,22 par action au titre de l'exercice 2013. Le dividende total représente un taux de distribution de 52 % du résultat net 2013 hors éléments à caractère non récurrent (30 % du résultat net) et un rendement de 2,7 % sur la base du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2013.

Sous réserve de l'approbation des actionnaires, la mise en paiement du dividende aura lieu le 7 mai 2014.

6. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 décembre 2013, le capital social est de € 29 664 415 divisé en 29 664 415 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, il a été augmenté de 716 100 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,7 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 2,4 millions).

Le 7 janvier 2013, la société a été informée que Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, avait franchi à la hausse le seuil de 15 % du capital et détenait 15,08 % du capital et 14,84 % des droits de vote. Le 26 mars 2013, Delta Lloyd a déclaré avoir franchi à la baisse, le 22 mars, le seuil de 15 % du capital et détenir à cette date 14,97 % du capital et 14,76 % des droits de vote.

Le 11 juin 2013, la Financière de l'Echiquier, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 7 juin 2013, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenir à cette date 4,22 % du capital et 4,16 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société en 2013.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 37,4 % du capital et 37,0 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas) détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion,
- Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 décembre 2013, la société détenait 0,04 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

2013 a été marquée par le fort rebond du cours de bourse, dans des volumes en forte augmentation.

Au 31 décembre 2013, le cours était de € 8,29, en hausse de 75 % par rapport au 31 décembre 2012 (€ 4,73) – ce niveau n'avait pas été atteint depuis près de 10 ans. Le cours a affiché un plus bas de

€ 4,59 le 29 avril et un plus haut de € 8,59 le 30 décembre. En 2013, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 18 % et de 27 %.

Selon les statistiques de NYSE Euronext, le nombre d'actions échangées (8,1 millions) a augmenté de 92 % et les capitaux échangés (€ 47,6 millions) de 141 % par rapport à 2012. Les échanges réalisés sur NYSE Euronext représentent plus de 99 % du total annuel – les capitaux échangés sur d'autres plateformes n'ont représenté que € 0,3 million d'euros.

L'action Lectra a été transférée du Compartiment C au Compartiment B de NYSE Euronext depuis le 29 janvier 2014.

7. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DÉCEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

8. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2014.

Les résultats financiers trimestriels de 2014 seront publiés le 29 avril, 30 juillet et 29 octobre 2014, après la clôture de NYSE Euronext. Les résultats de l'exercice 2014 seront publiés le 11 février 2015.

9. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Comme 2013, 2014 s'annonce aussi imprévisible que difficile. Les nouvelles prévisions de croissance pour 2014 et 2015 confirment des signes de reprise partielle dans certains pays développés, en particulier les États-Unis et le Japon, alors que l'Europe continue de cumuler les difficultés structurelles et pourrait connaître une déflation. Parallèlement, la croissance de certains pays émergents a été revue à la baisse. Enfin, certains risques monétaires se sont amplifiés : resserrement graduel de la politique américaine, chute des devises émergentes.

Plus encore que la dégradation de l'environnement macroéconomique, l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement de leurs inquiétudes tant que des premiers signes d'une amélioration durable de l'économie ne seront pas perceptibles et ne rétabliront pas la confiance, continueront de peser fortement sur les décisions d'investissement des entreprises. Elles risquent par ailleurs, pour les financer, de se trouver confrontées à des difficultés accrues.

Perspectives 2014

Le niveau des commandes de nouveaux systèmes en 2013 a été plus faible qu'anticipé, en particulier au quatrième trimestre. Compte tenu du carnet de commandes au 1^{er} janvier, inférieur de € 2,5 millions à celui de l'an passé, et du faible niveau de l'activité commerciale du mois de janvier, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2014 devrait être stable et le résultat opérationnel en baisse par rapport au premier trimestre 2013, et être respectivement d'environ € 48 millions et € 1,5 million.

Cependant, les projets clients en cours de négociation sont plus nombreux qu'en début d'année 2013. Quant aux équipes commerciales en place, elles sont sensiblement plus nombreuses, avec des profils plus seniors et ont bénéficié d'une formation approfondie. La montée en puissance des collaborateurs récemment recrutés devrait commencer à produire ses effets positifs à compter du second semestre. Enfin, le plan de recrutement se poursuit pour atteindre l'objectif final fixé entre la fin de l'année et le 30 juin 2015.

Une forte sensibilité aux parités monétaires

La société a établi ses scénarios 2014 sur la base de parités arrêtées au 1^{er} février, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, elle n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour 2014.

La conversion des résultats 2013 aux cours de change 2014 retenus se traduit par une réduction du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant de € 2,6 millions et € 1,3 million respectivement, à € 200,4 millions et € 16,2 millions. La marge opérationnelle courante perd 0,5 point à 8,1 %.

La sensibilité aux fluctuations du dollar et des autres devises figure en note 13 de l'annexe au présent rapport.

Paramètres financiers

Le plan de marche 2014 repose sur les paramètres suivants (les variations sont à données comparables) :

- un maintien des taux de marge brute des différentes lignes de produits aux mêmes niveaux qu'en 2013 ;
- des revenus récurrents en croissance de 4,5 % à 5,5 %. Les contrats récurrents devraient poursuivre leur croissance à un taux de l'ordre de 3,5 % à 4,5 % et les ventes de pièces détachées et consommables de 5,5 % à 6,5 % en raison de l'augmentation du parc installé, de l'activité et des niveaux de production des entreprises ;
- un niveau de frais généraux fixes d'environ € 124 millions, en augmentation de € 8 millions (+ 7 %) par rapport à 2013. Sur ces € 124 millions, € 16 millions, soit 13 %, sont liés au plan de transformation de l'entreprise ;
- un ratio de sécurité – part des frais fixes annuels couverts par la marge brute dégagée par les revenus récurrents – de 77 %.

Comme les années précédentes, la principale incertitude concerne le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. La visibilité reste limitée et l'exigence de prudence maintenue.

L'objectif de la société est de réaliser, au minimum, un chiffre d'affaires de l'ordre de € 214 millions (+ 7 % par rapport à 2013), un résultat opérationnel courant d'environ € 18 millions (+ 10 %), une marge opérationnelle courante de 8,3 % (en légère augmentation), et un résultat net de l'ordre de € 12,5 millions (stable à données réelles, hors éléments non récurrents de 2013).

Elle espère cependant, dans le cas où les risques macroéconomiques s'atténueraient, entraînant une reprise des investissements des clients, et en capitalisant sur les effets attendus du plan de transformation, dépasser ces chiffres et rattraper une partie du retard par rapport au plan initial. Chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes supplémentaire se traduirait par une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Le cash-flow libre devrait continuer d'être supérieur au résultat net diminué du montant net des crédits d'impôt recherche et compétitivité et emploi comptabilisés ou remboursés en 2014.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

La société a abordé 2014 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2013 et une structure financière à nouveau renforcée.

Confortée par la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 11 février 2014

Attestation de la société relative au rapport du quatrième trimestre et de l'exercice 2013

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le quatrième trimestre et l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du quatrième trimestre et de l'exercice 2013 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elles sont confrontées".

Paris, le 11 février 2014

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Au 31 décembre (en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
Ecarts d'acquisition	29 986	31 132
Autres immobilisations incorporelles	4 403	4 273
Immobilisations corporelles	13 328	12 959
Actifs financiers non courants	2 121	1 871
Impôts différés	7 171	8 791
Total actif non courant	57 009	59 026
Stocks	20 748	22 756
Clients et comptes rattachés	50 269	45 149
Autres actifs courants	28 999	22 108
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 534	20 966
Total actif courant	129 550	110 979
Total actif	186 559	170 005

PASSIF

(en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
Capital social	29 664	28 948
Primes d'émission et de fusion	5 043	2 600
Actions détenues en propre	(83)	(380)
Ecarts de conversion	(8 721)	(8 840)
Réserves et résultats consolidés	57 926	42 676
Capitaux propres	83 829	65 004
Engagements de retraite	7 419	6 872
Emprunts et dettes financières à long terme	394	892
Total passif non courant	7 813	7 764
Fournisseurs et autres passifs courants	45 109	44 265
Produits constatés d'avance	43 008	41 911
Dettes d'impôt exigible	2 391	1 545
Emprunts et dettes financières à court terme	500	5 834
Provisions	3 909	3 682
Total passif courant	94 917	97 237
Total passif et capitaux propres	186 559	170 005

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2012 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012 (douze mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	53 035	203 032	51 107	198 436
Coût des ventes	(15 062)	(56 550)	(13 865)	(53 475)
Marge brute	37 973	146 482	37 242	144 961
Frais de recherche et développement	(3 247)	(12 503)	(3 015)	(11 536)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(30 483)	(116 511)	(29 111)	(114 090)
Résultat opérationnel courant	4 243	17 468	5 116	19 335
Produits à caractère non récurrent	0	11 124	0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	(702)	(702)	0	0
Résultat opérationnel	3 541	27 890	5 116	19 335
Produits financiers	130	234	59	318
Charges financières	(96)	(500)	(363)	(1 336)
Résultat de change	69	(541)	(112)	(287)
Résultat avant impôts	3 645	27 084	4 700	18 030
Impôts sur le résultat	(719)	(5 309)	(1 106)	(4 705)
Résultat net	2 926	21 775	3 594	13 325

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

- de base	0,10	0,75	0,12	0,46
- dilué	0,10	0,73	0,12	0,46

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	29 401 911	29 116 988	28 853 624	28 806 716
- résultat dilué	30 202 642	29 664 802	29 332 311	29 280 673

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2012 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012 (douze mois) ⁽¹⁾
Résultat net	2 926	21 775	3 594	13 325
Ecarts de conversion	119	119	(186)	(24)
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	0	0	59	326
Effet d'impôts	0	0	(20)	(109)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	119	119	(147)	193
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(553)	(574)	(1 175)	(2 096)
Effet d'impôts	188	192	343	574
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	(365)	(382)	(832)	(1 522)
Résultat global	2 680	21 512	2 615	11 996

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1er janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	21 775	13 325
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	8 009	6 937
Eléments non monétaires du résultat	517	(19)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(17)	(39)
Variation des impôts différés	1 393	1 053
Capacité d'autofinancement d'exploitation ⁽²⁾	31 676	21 257
Variation des stocks et en-cours	584	(1 974)
Variation des créances clients et comptes rattachés	(5 005)	3 711
Variation des autres actifs et passifs courants	(4 680)	(6 674)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(9 101)	(4 937)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	22 575	16 320
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 879)	(1 278)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 915)	(3 786)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	37	169
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(2 407)	(861)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	2 177	973
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 987)	(4 783)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	3 159	156
Versement de dividendes	(6 377)	(6 330)
Achats par la société de ses propres actions	(1 389)	(537)
Ventes par la société de ses propres actions	1 827	772
Remboursement des dettes long terme et court terme	(5 834)	(10 934)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(8 614)	(16 873)
Variation de la trésorerie	8 974	(5 336)
Trésorerie à l'ouverture	20 966	26 320
Variation de la trésorerie	8 974	(5 336)
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	0	137
Incidence des variations de cours de change	(406)	(155)
Trésorerie à la clôture	29 534	20 966
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	6 464	11 537
Eléments non récurrents du cash-flow libre	11 124	0
Cash-flow libre	17 588	11 537
Impôts payés (remboursés), nets	2 834	3 342
Intérêts payés	15	626

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Au 31 décembre 2013, la capacité d'autofinancement d'exploitation comprend € 11 124 milliers d'éléments non récurrents (cf. note 8).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés au travers du contrat de liquidité, et dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social					
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							13 325	13 325
Autres éléments du résultat global						(24)	(1 305)	(1 329)
Resultat global						(24)	12 020	11 996
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	44 705	0,99	44	112				156
Valorisation des options de souscription d'actions							225	225
Vente (achat) par la société de ses propres actions					342			342
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(71)	(71)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							21 775	21 775
Autres éléments du résultat global						119	(382)	(263)
Resultat global						119	21 393	21 512
Exercice d'options de souscription d'actions	716 100	1,00	716	2 443				3 159
Valorisation des options de souscription d'actions							140	140
Vente (achat) par la société de ses propres actions					297			297
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							94	94
Dividendes							(6 377)	(6 377)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	57 926	83 829

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des variations des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extraits des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2013

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur NYSE Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 430 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2013, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 780 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 250 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de la société, qui comprennent les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de services associés et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support ;
- les revenus récurrents, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2012, à l'exception des deux normes présentées ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 11 février 2014. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'Administration du 25 février 2014, qui arrêtera l'annexe aux comptes consolidés. Les comptes du quatrième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les autres normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le Groupe a appliqué l'amendement d'IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, ce qui l'a conduit à modifier l'état du résultat global consolidé.

Il a également appliqué la version révisée d'IAS 19 – Avantages du personnel, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Le seul impact de l'application de cet amendement concerne le mode de comptabilisation des coûts des services passés. Ces derniers étaient amortis sur la durée prévisionnelle de l'engagement alors qu'ils sont désormais comptabilisés intégralement dans le compte de résultat à partir du 1^{er} janvier 2013. L'application rétrospective de cet amendement a conduit le Groupe à retraiter les périodes antérieures publiées, entraînant une diminution des capitaux propres consolidés de € 479 milliers (€ 319 milliers après effet d'impôts) au 31 décembre 2012.

Pour mémoire, le Groupe avait opté dès 2012 pour la comptabilisation de l'intégralité de ses pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable avait été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme révisée IAS 19, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres.

Le compte de résultat consolidé retraité est présenté dans le tableau suivant :

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2012	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre publié	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre retraité
Chiffre d'affaires	198 436	198 436
Coût des ventes	(53 475)	(53 475)
Marge brute	144 961	144 961
Frais de recherche et développement	(11 536)	(11 536)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(113 611)	(114 090)
Résultat opérationnel	19 814	19 335
Résultat avant impôts	18 509	18 030
Impôts sur le résultat	(4 865)	(4 705)
Résultat net	13 644	13 325

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2013 traduits à cours de change 2012, comparés aux données réelles 2012 retraitées.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés

dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 7 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2013, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre en 2013.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, avait été consolidée en 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe pour l'exercice 2012 n'ont pas été significatifs.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2013, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1,0 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,7 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 décembre 2013.

4. FIN DU LITIGE CONTRE INDUYCO : ENCAISSEMENT DE € 11,1 MILLIONS

La société a reçu le 7 mars 2013 le paiement du solde de € 11,1 millions restant dû par Induyco, suite à la décision rendue le 28 janvier 2013 par la Cour d'Appel de Madrid.

Par cette décision, la Cour d'Appel avait rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra, confirmant ainsi le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 qui avait ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres en octobre 2009 par un tribunal arbitral international.

Ce paiement a mis un terme final à huit années de procédure depuis la demande d'arbitrage initiée par Lectra en 2005. Il marque le succès de la très grande détermination de la société à faire valoir ses droits depuis le début de ce litige et à encaisser la totalité des dommages et intérêts que le tribunal arbitral lui avait alloués (*cf.* note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2012, à laquelle il convient de se référer).

L'intégralité des honoraires engagés ayant déjà été payée, l'encaissement des € 11,1 millions s'est traduit par un produit à caractère non récurrent de même montant dans les comptes consolidés de l'exercice 2013, une charge nette d'impôt de € 1,1 million, compte tenu de la situation fiscale de Lectra Espagne, qui ne donne lieu à aucun décaissement, et par un produit net de € 10,0 millions. Le cash-flow libre et la trésorerie ont de ce fait été augmentés de € 11,1 millions.

5. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Quatrième trimestre 2013

Compte de résultat à cours de change constants

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2013		2012 ⁽¹⁾	Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	53 035	55 018	51 107	+4%	+8%
Coût des ventes	(15 062)	(15 240)	(13 865)	+9%	+10%
Marge brute	37 973	39 778	37 242	+2%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	71,6%	72,3%	72,9%	-1,3 point	-0,6 point
Frais de recherche et de développement	(3 247)	(3 247)	(3 015)	+8%	+8%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(30 483)	(31 390)	(29 111)	+5%	+8%
Résultat opérationnel courant	4 243	5 141	5 116	-17%	0%
(en % du chiffre d'affaires)	8,0%	9,3%	10,0%	-2,0 points	-0,7 point
Produits à caractère non récurrent	0	0	0	na	na
Dépréciation des écarts d'acquisition	(702)	(702)	0	na	na
Résultat opérationnel	3 541	4 439	5 116	-31%	-13%
(en % du chiffre d'affaires)	6,7%	8,1%	10,0%	-3,3 points	-1,9 point
Résultat avant impôts	3 645	4 543	4 700	-22%	-3%
Impôt sur le résultat	(719)	na	(1 106)	-35%	na
Résultat net	2 926	na	3 594	-19%	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5.2 Exercice 2013

Compte de résultat à cours de change constants

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2013		2012 ⁽¹⁾	Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	203 032	209 184	198 436	+2%	+5%
Coût des ventes	(56 550)	(57 189)	(53 475)	+6%	+7%
Marge brute	146 482	151 995	144 961	+1%	+5%
(en % du chiffre d'affaires)	72,1%	72,7%	73,1%	-1,0 point	-0,4 point
Frais de recherche et de développement	(12 503)	(12 503)	(11 536)	+8%	+8%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(116 511)	(119 294)	(114 090)	+2%	+5%
Résultat opérationnel courant	17 468	20 199	19 335	-10%	+4%
(en % du chiffre d'affaires)	8,6%	9,7%	9,7%	-1,1 point	0,0 point
Produits à caractère non récurrent	11 124	11 124	0	na	na
Dépréciation des écarts d'acquisition	(702)	(702)	0	na	na
Résultat opérationnel	27 890	30 621	19 335	+44%	+58%
(en % du chiffre d'affaires)	13,7%	14,6%	9,7%	+4,0 points	+4,9 points
Résultat avant impôts	27 084	29 814	18 030	+50%	+65%
Impôt sur le résultat	(5 309)	na	(4 705)	+13%	na
Résultat net	21 775	na	13 325	+63%	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

6. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

6.1 Quatrième trimestre 2013

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1er octobre au 31 décembre							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	22 739	43%	22 824	23 339	46%	-3%	-2%	
- France	4 002	8%	4 002	4 625	9%	-13%	-13%	
Amériques	13 646	26%	14 442	13 926	27%	-2%	+4%	
Asie - Pacifique	13 278	25%	14 176	10 559	21%	+26%	+34%	
Autres pays	3 373	6%	3 576	3 282	6%	+3%	+9%	
Total	53 035	100%	55 018	51 107	100%	+4%	+8%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1er octobre au 31 décembre							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	13 548	25%	14 037	14 412	28%	-6%	-3%	
- nouvelles licences	4 987	9%	5 199	6 202	12%	-20%	-16%	
- contrats d'évolution logiciels	8 561	16%	8 838	8 211	16%	+4%	+8%	
Équipements de CFAO	15 336	29%	15 900	12 813	25%	+20%	+24%	
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	8 829	17%	9 163	9 089	18%	-3%	+1%	
Consommables et pièces détachées	12 590	24%	13 068	12 148	24%	+4%	+8%	
Formation, conseil	2 195	4%	2 283	2 136	4%	+3%	+7%	
Divers	537	1%	567	509	1%	+6%	+12%	
Total	53 035	100%	55 018	51 107	100%	+4%	+8%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1er octobre au 31 décembre							
	2013			2012 ⁽³⁾		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	23 056	43%	23 949	21 660	42%	+6%	+11%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	29 979	57%	31 069	29 448	58%	+2%	+6%	
- contrats récurrents	17 390	33%	18 002	17 300	34%	+1%	+4%	
- consommables et pièces détachées	12 590	24%	13 068	12 148	24%	+4%	+8%	
Total	53 035	100%	55 018	51 107	100%	+4%	+8%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 447 milliers, figure désormais dans le « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

6.2 Exercice 2013

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 31 décembre							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	89 169	44%	89 508	93 797	47%	-5%	-5%	
- France	16 560	8%	16 560	19 130	10%	-13%	-13%	
Amériques	55 017	27%	57 380	50 188	26%	+10%	+14%	
Asie - Pacifique	44 427	22%	47 128	41 972	21%	+6%	+12%	
Autres pays	14 419	7%	15 168	12 479	6%	+16%	+22%	
Total	203 032	100%	209 184	198 436	100%	+2%	+5%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 31 décembre							
	2013			2012		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	53 562	27%	55 034	55 313	28%	-3%	-1%	
- nouvelles licences	20 056	10%	20 676	23 374	12%	-14%	-12%	
- contrats d'évolution logiciels	33 506	17%	34 359	31 939	16%	+5%	+8%	
Équipements de CFAO	54 613	27%	56 322	52 225	26%	+5%	+8%	
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	35 508	17%	36 590	35 533	18%	0%	+3%	
Consommables et pièces détachées	49 108	24%	50 604	45 606	23%	+8%	+11%	
Formation, conseil	8 351	4%	8 654	7 834	4%	+7%	+10%	
Divers	1 891	1%	1 981	1 925	1%	-2%	+3%	
Total	203 032	100%	209 184	198 436	100%	+2%	+5%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 31 décembre							
	2013			2012 ⁽³⁾		Variation 2013/2012		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	84 910	42%	87 632	85 359	43%	-1%	+3%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	118 122	58%	121 553	113 078	57%	+4%	+7%	
- contrats récurrents	69 013	34%	70 949	67 472	34%	+2%	+5%	
- consommables et pièces détachées	49 108	24%	50 604	45 606	23%	+8%	+11%	
Total	203 032	100%	209 184	198 436	100%	+2%	+5%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 1 671 milliers, figure désormais dans le « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 31 décembre						
	2013			2012 ⁽¹⁾		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	39 627	47%	40 941	42 083	49%	-6%	-3%
Automobile	35 275	41%	36 470	31 335	37%	+13%	+16%
Ameublement	5 646	7%	5 775	5 827	7%	-3%	-1%
Autres industries	4 363	5%	4 446	6 114	7%	-29%	-27%
Total	84 910	100%	87 632	85 359	100%	-1%	+3%

(1) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 1 671 milliers, figure désormais dans le « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

7. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	89 169	55 017	44 427	14 419	0	203 032
Résultat opérationnel courant	8 034	2 255	(136)	1 791	5 524	17 468

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	93 797	50 188	41 972	12 479	0	198 436
Résultat opérationnel courant ^{(1) (2)}	10 684	1 958	(4)	1 548	5 149	19 335

(1) Les taux de marge normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels (hors siège) ont été augmentés à compter du 1^{er} janvier 2013 pour tenir compte de l'amélioration des taux de marge réels au niveau des régions commerciales comme du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le siège ainsi réalisée permet de rendre la performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre une comparaison avec 2013.

(2) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

8. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013 (en millions d'euros)	Trésorerie brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	6,5	-	6,5
Eléments non récurrents du cash-flow libre	11,1	-	11,1
Augmentations de capital ⁽¹⁾	3,2	-	3,2
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,4	-	0,4
Versement de dividendes	(6,4)	-	(6,4)
Variation de l'endettement	(5,8)	5,8	-
Effet de la variation des devises – divers	(0,4)	-	(0,4)
Variation de la période	8,6	5,8	14,4
Situation au 31 décembre 2012	21,0	(6,7)	14,2
Situation au 31 décembre 2013	29,5	(0,9)	28,6
Variation de la période	8,6	5,8	14,4

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 10)

Le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent au 31 décembre 2013 s'élève à € 6,5 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 20,6 millions hors éléments non-récurrents, d'investissements de € 5,0 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 9,1 millions. Les éléments non récurrents du cash-flow libre correspondent à l'encaissement du solde de € 11,1 millions qui restait dû dans le cadre du litige avec Induyco.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- + € 5,0 millions proviennent principalement de l'augmentation des créances clients, pour l'essentiel du fait d'un chiffre d'affaires en novembre et décembre 2013 en progression par rapport aux mêmes mois de 2012 ;
- - € 0,6 million provient d'une diminution des stocks ;
- + € 6,6 millions proviennent de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche de l'année 2013, comptabilisé mais non encaissé, après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA de la même période ;
- - € 1,9 million provient de l'augmentation des dettes fournisseurs.

Enfin, aucune variation des autres actifs et passifs courants, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2013 s'élève à € 9,5 millions. Il comprend une créance de € 22,3 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt (cf. note 9 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 12,8 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

9. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Au 31 décembre 2013, la société mère, Lectra SA, détient une créance de € 22,3 millions sur le Trésor public français. Elle est composée du crédit d'impôt recherche comptabilisé en 2013 (€ 6,7 millions), en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,8 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre de l'exercice 2013 et des exercices précédents.

Lectra SA a comptabilisé pour la première fois en 2013 une créance relative au crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,5 million), qu'elle a intégralement imputée sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2013. Le crédit d'impôt compétitivité et emploi devrait représenter € 0,8 million annuellement à compter de 2014.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier, qui sera intégralement imputé sur la créance correspondante. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés en 2014 (crédit d'impôt 2010), 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012) et 2017 (crédits d'impôt 2013). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante, puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la société a acheté 233 215 actions et en a vendu 307 091 aux cours moyens respectifs de € 5,96 et de € 5,95 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 décembre 2013, elle détenait 10 408 de ses propres actions (soit 0,04 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 8,01, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 534	20 966
Emprunts et dettes financières	(894)	(6 726)
Trésorerie nette	28 640	14 240

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 14,4 millions en 2013, après encaissement du solde des dommages et intérêts du litige avec Induyco pour € 11,1 millions et décaissement d'un dividende de € 6,4 millions.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 décembre 2013, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme	-	-	-	-
Avances remboursables ne portant pas intérêt	500	394	-	894
Total	500	394	0	894

Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D remboursables les 31 mars 2014 (€ 0,5 million) et 2015 (€ 0,4 million).

11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société avait contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Le solde de l'emprunt, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, a été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Solde de l'emprunt à l'ouverture	5 360	15 920
Remboursements contractuels	0	(560)
Remboursements par anticipation (à l'initiative de la société)	(5 360)	(10 000)
Solde de l'emprunt à la clôture	0	5 360

12. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2012.

En 2013, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,33 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 décembre 2013 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, livre anglaise, leu roumain, rouble russe) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 1,9 million, destinés à couvrir des positions existantes.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain sur ses flux futurs.

13. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2014 sur la base de parités arrêtées au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,37 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (soit \$ 1,40 / € 1) se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires 2014 d'environ € 3 millions et du résultat opérationnel de € 1,6 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,30 / € 1) se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.